



Hôpital Lyon Sud - semaine du 25 novembre 2024

Contre les licenciements et toutes les attaques contre les travailleurs, construire le « tous ensemble ! »

Des charrettes de licenciements

Avec l'annonce de 600 licenciements à Teleperformance et 130 à ArcelorMittal, la vague de licenciements se poursuit. Le chiffre de 150 000 licenciements dont parlait la presse laisse la place à celui de 300 000 emplois menacés. Si l'automobile ou la chimie sont particulièrement touchées, ce sont tous les secteurs qui sont visés.

De nombreux salariés, notamment chez les sous-traitants des entreprises qui licencient, s'inquiètent pour leur avenir. Patrick Martin, le patron du Medef, expliquait cyniquement que si l'Assemblée votait un budget imposant trop les entreprises, il y aurait des dizaines de milliers de licenciements en plus. Ce n'est ni plus ni moins qu'un chantage, d'autant plus révoltant que les groupes qui licencient (Auchan, Michelin, Stellantis) sont arrosés d'argent public depuis des années. Le grand patronat prévoit comme à son habitude de prendre l'argent public et de licencier quand même. Les grévistes de Michelin à Cholet ou de Novares à Ostwald montrent que face à cette casse sociale, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de prendre le chemin de la lutte.

Des coupes drastiques dans les services publics

La baisse de 5 milliards d'euros du budget des collectivités territoriales implique non seulement des services publics dégradés, mais aussi des milliers de suppressions de postes. La baisse des cotisations patronales pour la Sécurité sociale annonce des conséquences similaires dans les hôpitaux. Le ministre de la Fonction publique, Kasbarian, prévoit quant à lui de faire passer le nombre de jours de carence des fonctionnaires de un à trois et de baisser le remboursement des arrêts maladies. Cela préfigure des offensives analogues dans le privé. Salariés du public comme du privé, nous avons les mêmes difficultés de fin de mois, les mêmes conditions de travail dégradées qui usent la santé. Les véritables privilégiés sont les patrons qui empochent à la fois les milliards de profits sur notre travail et les milliards de subventions.

Rien à attendre du cinéma autour du budget à l'Assemblée

À l'Assemblée, la discussion sur le budget a montré que le jeu des amendements mené par la gauche, mais aussi le RN et même le parti de Barnier, n'a pas empêché ce budget de rester brutal pour le monde du travail. Le patronat compte bien faire passer les mesures qu'il souhaite, que le Premier ministre soit Castets, Barnier ou Bardella. Rien à attendre des tractations et marchandages parlementaires. À nous d'être le plus offensif dans nos mobilisations.

La solution : y aller tous ensemble !

La grève dans le secteur aérien ou à la SNCF a été suivie, sans oublier bien d'autres grèves locales. Les nouvelles dates de mobilisation sont proches, à commencer par l'appel à la journée du 5 décembre dans la fonction publique contre le passage aux trois jours de carence. Si elles ne coïncident pas pour tous les secteurs, elles peuvent être l'occasion pour les travailleurs d'utiliser chaque date comme tremplin pour la suivante. L'occasion de faire entendre les revendications sur les salaires, les effectifs, l'interdiction des licenciements. L'occasion aussi de nouer des liens, d'établir des contacts avec les travailleurs d'autres entreprises connaissant les mêmes galères : il faut fusionner toutes nos colères contre la politique anti-ouvrière en cours. Le « Tous ensemble ! », ça se construit ! Si pour l'instant, les grèves sur les licenciements se mènent boîte par boîte, les prochaines journées de mobilisation, notamment à la SNCF ou dans la fonction publique seront l'occasion de discuter d'aller plus loin, vers un véritable mouvement d'ensemble. C'est ce que redoute le gouvernement comme le patronat : la convergence de nos luttes.

Public, privé, face aux licenciements comme à la dégradation des conditions de travail : c'est tous ensemble qu'il faut lutter !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.

Prends contact avec nos militants et militantes : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

npa-revolutionnaires.org

 [NPALyon69](https://www.youtube.com/channel/UC69)

 [npa.revo.lyon](https://www.instagram.com/npa.revo)

À Croix-Rousse, une mobilisation tenace et organisée

La grève qui s'est étendue à plusieurs services de la Croix-Rousse – aux dernières nouvelles : réa, soins continus et médecine interne – a permis de faire entendre la juste colère des soignantes contre le sous-effectif.

Organisées en comité de lutte, les grévistes sont parvenues à maintenir la pression sur la direction et à résister à ses intimidations, notamment sur la question des assignations. Elles se sont adressées à leurs collègues par des tracts, des banderoles, jusqu'à tenir une assemblée générale ouverte à tout l'hôpital.

Elles ont tout notre soutien. C'est la voie à suivre assurément pour faire plier les directions hospitalières dans leur volonté de nous faire faire toujours plus avec toujours moins !

Grève à l'hôpital des Charpennes

Ce mardi 26 novembre, les soignantes du service 3C de l'hôpital des Charpennes, spécialisé en gériatrie, étaient en grève. Leur revendication principale: l'embauche d'une aide-soignante supplémentaire pour remédier au sous-effectif criant qui met en danger à la fois les patients et les soignantes. Depuis plus d'un an, celles-ci alertent sur les conséquences du sous-effectif sur leur propre santé ainsi que sur leur vie privée. En effet, alors que les accidents de travail se multiplient dans le service, les collègues restantes se voient obligées de pallier le manque de personnel en subissant des modifications de planning de dernière minute. Une situation inacceptable qu'elles ont dénoncée ce mardi, en revendiquant donc des embauches mais aussi tout simplement le respect de la réglementation du temps de travail et des jours de repos.

En colère, donc en grève !

Les projets du gouvernement pour nous, et pour tous les travailleurs de la fonction publique, sont clairs comme de l'eau de roche : faire des économies sur notre dos et sur celui des usagers. C'est notre santé qui trinque, à tous les étages : la santé de tous les agents de la fonction publique, incités à travailler même malades, par le passage de 1 à 3 jours de carence ; et la santé des patients des hostos qui vont voir encore se dégrader les conditions d'accueil. Il faut suivre l'exemple des collègues qui, comme à Croix-Rousse, savent donner de la voix ! Alors le 5 décembre, profitons de l'appel à la grève des syndicats du public pour nous faire entendre.

**MANIFESTATION
5 DÉCEMBRE - 11H
JEAN MACÉ**

Public/privé, mêmes problèmes, même combat !

Les mobilisations du 5 décembre seront donc l'occasion d'exprimer notre ras-le-bol contre une politique... qui n'est pas propre aux hôpitaux, ni même au secteur public. Car pendant que le gouvernement prépare de nouvelles suppressions de postes d'agents publics, les licenciements et fermetures d'usines se multiplient dans le privé : Vencorex, Auchan, Michelin, Stellantis... c'est, au bas mot, 300 000 emplois qui sont menacés ! Patrons, État, c'est le même combat des bourgeois contre celles et ceux d'en bas, sans qui cette société ne tournerait pas. Alors il faudra faire se rencontrer et fédérer les colères de tous les travailleurs, du privé comme du public, pour mettre un coup d'arrêt à ces attaques insupportables.

Manifestation contre les violences sexistes et sexuelles

Ce samedi a eu lieu, à Lyon et dans d'autres villes, une manifestation pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles qui règnent dans notre société. Aujourd'hui, une femme sur trois a été victime d'agression sexuelle ou de viol au moins une fois dans sa vie. C'est une aberration intolérable qu'on ne peut pas accepter. On a manifesté samedi et on recommencera, la lutte est loin d'être gagnée mais on ne se laissera plus faire !

Safe place pour porter plainte

Le gouvernement a annoncé ce lundi, dans la cadre de la journée internationale contre les violences sexistes et sexuelles, l'extension du dispositif permettant aux femmes de déposer plainte directement à l'hôpital. En effet, cela était déjà possible pour certaines femmes dans des grands hôpitaux comme à Paris mais l'objectif est aujourd'hui que cela soit possible dans tous les hôpitaux dotés de services d'urgences ou gynécologique à savoir 377 établissements de santé sur le territoire.

C'est une excellente nouvelle pour ces femmes qui pourront se confier en toute confiance, dans un lieu dédié sans avoir besoin de réaliser plusieurs démarches différentes. Nous pourrons les accompagner encore plus et leur garantir un cadre confidentiel et serein. Cette mesure est évidemment loin d'être suffisante et il faudra se battre pour en obtenir d'autres !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.

Prends contact avec nos militants et militantes :
lyonrhone@npa-revolutionnaires.org